

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu	bez piesūtīšanas
par: Ls	(saņemot ekspedīcijā) par: Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem 12,—	Par atsevišķu numuru 10,—

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, pili № 2. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiālais laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili № 1. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu	—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu	—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. studin.)	—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	—,80

Nr. 147

Sestdien, 5. jūlijā 1930. g.

Trīspadsmitais gads

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS

par konsulāro konvenciju starp Latviju un Franciju.

1930. gada 20. janvārī Rīgā starp Latviju un Franciju parakstītā konsulārā konvencija ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma l. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.
- Konvencija stājas spēkā konvencijas 28. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 17. jūnijā.

Rīgā, 1930. g. 5. jūlijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Convention consulaire entre la Lettonie et la France.

Le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République Française, reconnaissant l'utilité de déterminer les droits, immunités et privilèges réciproques des consuls et étant tombés d'accord pour conclure une convention consulaire, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur A. Balodis, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Française:

Son Excellence Monsieur O. de Castillon Saint-Victor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Riga, officier de la Légion d'honneur, Grand' Croix de l'Ordre des Trois Etoiles,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1-er.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agences Consulaires sur le territoire de l'autre Partie. Elles se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités qu'elles jugeront convenables d'excepter, pourvu que cette réserve soit également applicable à toutes les Puissances.

Les Chefs des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agences Consulaires, sur la présentation de leurs provisions seront admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans le pays de leur résidence. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice des fonctions desdits agents leur sera délivré sans retard et sans frais.

Le Gouvernement de l'Etat de résidence informera immédiatement de la nomination des agents les autorités supérieures de la circonscription consulaire, et ces dernières, sur cet avis, ou sur la présentation de l'exequatur, devront prendre, sans délai, toutes mesures utiles pour que les agents puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et jouir des droits, prérogatives et immunités reconnus par la présente Convention.

Article 2.

Les Chefs des Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls pourront nommer des agents consulaires dans les villes, ports et localités de leurs circonscriptions consulaires respectives, sauf l'approbation du Gouvernement de l'Etat de résidence.

Ces agents consulaires pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux Etats comme parmi ceux de nations tierces, et seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils seront placés. L'exequatur leur sera délivré sur la présentation dudit brevet.

Article 3.

Les chefs de poste (Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agences Consulaires) et les Agents du service consulaire (Consuls suppléants et adjoints, Vice-Consuls, Attachés et Secrétaires de Chancellerie, Chanceliers, Elèves-Chanceliers, Attachés et Secrétaires Consulaires, Interprètes, Commis de Chancellerie), quelle que soit leur nationalité, ne seront pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence à raison des actes de leurs fonctions accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par la présente Convention. Au cas où un Agent invoquerait cette exception devant une autorité de l'Etat de sa résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant être toujours réglées par la voie diplomatique.

Ces mêmes Agents devront déférer aux invitations qui leur seront adressées, sans menace de sanctions pénales, en cas de non comparution, par les autorités de l'Etat de résidence, à l'effet de comparaître comme témoins. Mais le Chef de poste pourra, s'il échet, faire valoir comme motifs légitimes, pour remise de son audition à une date ultérieure, mais peu éloignée, des empêchements résultant des nécessités de service. Il en sera de même pour les Agents du service consulaire, si la remise de leur audition, dans les mêmes conditions, est demandée par le Chef de poste pour les mêmes motifs.

Ces mêmes Agents pourront se refuser à déposer ou à produire des pièces dont ils seraient détenteurs (a) dans les cas prévus par la loi locale ou (b) en opposant le secret professionnel ou d'Etat. Si elle n'admettait pas cette dernière excuse ou exception (b) comme fondée, l'autorité judiciaire ou administrative devra s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard de l'agent, les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Ces mêmes Agents seront exemptés de toute réquisition militaire pour les locaux affectés aux bureaux de leur chancellerie et de leurs archives.

Article 4.

En plus des privilèges et immunités mentionnés à l'article 3, les chefs de postes consulaires et les agents du service consulaire, citoyens de l'Etat qui les a nommés, jouiront de l'exemption: (a) de toute réquisition militaire personnelle et sur les biens meubles et immeubles à leur usage personnel; (b) des contributions directes mobilières ayant le caractère d'impôt personnel imposées par une autorité quelconque des Etats respectifs.

Si, toutefois, ces mêmes agents possèdent des biens immeubles ou des valeurs mobilières, font le commerce, exercent quelque industrie ou profession, ont des capitaux

engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, ils ne pourront prétendre, sous ces divers rapports, à aucun privilège et resteront soumis aux mêmes taxes, charges, et impositions que les autres particuliers, dans les mêmes conditions, sous réserve des dispositions du paragraphe précédent.

Ces mêmes agents ne pourront être mis en état d'arrestation préventive, sauf pour les infractions punissables d'après la législation locale d'un emprisonnement d'un an au moins. En cas d'arrestation ou de poursuites, le Gouvernement de l'Etat de résidence en informera aussitôt que possible l'Agent diplomatique dont relèvent les fonctionnaires précités.

Ils seront exempts de la contrainte par corps, tant en matière civile, qu'à l'occasion d'actes de commerce isolés (tels que la signature ou l'endossement d'une lettre de change) et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de leur commerce, et non pour causes civiles.

Article 5.

Les chefs de poste et les agents du service consulaire des deux Hautes Parties Contractantes pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription:

Consul Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agences Consulaires

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Ils pourront dans les mêmes conditions et sous les réserves formulées dans le paragraphe précédent en ce qui concerne le droit d'asile, arborer le pavillon de leur nation sur le bateau qu'ils monteraient dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 6.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ou saisir les papiers, documents et registres qui en font partie. Ces papiers, documents et registres devront toujours être complètement séparés des livres, papiers et documents personnels ou relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

Si un chef de poste ou un agent du service consulaire de l'une des deux Hautes Parties Contractantes requis par l'autorité judiciaire ou administrative locale de se dessaisir de papiers, documents ou registres classés dans ces archives ou de les produire, se refuse à le faire, l'autorité judiciaire ou administrative ne pourra user d'aucune mesure coercitive, toutes difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article 7.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des Chefs des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agences Consulaires, les agents désignés, soit par les règlements de l'Etat qui a établi le poste, soit par l'autorité compétente de cet Etat, seront admis de plein droit à exercer par intérim les fonctions de chef de poste.

Les autorités locales duement prévenues devront leur prêter assistance et protection et leur assurer pendant leur gestion intérimaire la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges réciproquement reconnus par la présente Convention aux titulaires. Les autorités locales devront également donner toutes les facilités désirables aux agents intérimaires que les consuls généraux, consuls ou vice-consuls désigneraient pour remplacer momentanément les agents consulaires démissionnaires ou décédés.

Les termes chef de poste, Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et agents consulaires, employés dans la présente convention désignent les chefs de poste titulaires ou intérimaires.

Article 8.

Sous réserve des privilèges et immunités aux articles précédents, les chefs de poste et agents du service consulaire seront soumis au même traitement que les nationaux de l'Etat dont ces chefs et agents sont ressortissants.

Article 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et à défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous droits et intérêts de ces ressortissants.

A cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux pays, et contre tout abus, dont leurs nationaux pourraient avoir à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils ne pourront avoir directement recours au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout agent diplomatique de leur pays.

Article 10.

Les agents diplomatiques, les consuls généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires pourront recevoir en chancellerie les déclarations des naissances et décès de leurs nationaux, mais les intéressés seront tenus d'effectuer les déclarations imposées par les lois territoriales.

Ils pourront également célébrer les mariages civils de leurs ressortissants. Ces mariages auront dans le pays de résidence la même valeur que s'ils avaient été célébrés devant les autorités locales. L'agent diplomatique ou consulaire devant lequel aura été célébré un mariage remettra par copie certifiée conforme l'acte constatant cette union à l'autorité locale compétente qui l'enregistrera sans aucun frais.

Article 11.

En cas de décès d'un ressortissant de l'un des Etats Contractants sur le territoire de l'autre, l'autorité territoriale devra en donner avis immédiatement au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le décès a eu lieu et lui transmettra dans le plus bref délai une expédition sans frais de l'acte de décès du défunt.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires devront de leur côté donner avis à l'autorité territoriale du décès de leurs ressortissants s'ils en sont informés les premiers.

Article 12.

Si un ressortissant letton laisse des biens en France ou si un ressortissant français laisse des biens en Lettonie et que les ayants-droits à sa succession ou certains d'entre

eux soient inconnus ou absents, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur des effets, papiers et autres biens mobiliers du défunt et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants droit. Ils pourront, en outre, s'il le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou l'usage pour remplir cette fonction.

L'administrateur ou curateur, toutes les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

L'intervention consulaire ne sera plus admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants droits de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent ou que tous les héritiers sont présents ou représentés.

Article 13.

Si un ressortissant letton laisse des biens en France ou si un ressortissant français laisse des biens en Lettonie et que l'autorité territoriale estime la valeur de ces biens inférieure:

en Lettonie à Ls 100
en France à 500 francs

le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire pourra se faire remettre ces biens. Il sera seul chargé de la liquidation de la succession, mais ne pourra en transmettre le produit hors du territoire de l'Etat de résidence qu'après le règlement du passif et le paiement de toutes taxes qui pourraient être dues.

Article 14.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties Contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de commerce et de guerre de l'Etat qui les a nommés les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres ressortissants de ce même Etat.

Ils seront également autorisés à recevoir comme notaires les dispositions testamentaires, et les contrats de mariage de leurs nationaux.

Ils auront, en outre, le droit de recevoir, en qualité de notaires, dans leur chancellerie, tous actes, pourvu que ceux-ci aient rapport à des biens situés, à des affaires à traiter, ou à tous droits à faire valoir hors du territoire du pays de leur résidence.

Les copies ou extraits des actes dressés en vertu des paragraphes précédents, dûment légalisés par lesdits agents, et scellés du sceau officiel du poste, feront foi tant en justice que hors justice, soit en France soit en Lettonie, au même titre que les originaux et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public de l'un ou de l'autre pays pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat qui a nommé ces agents et qu'ils aient été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de copies ou extraits d'actes dressés dans les chancelleries des consuls respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation s'il le juge convenable.

Article 15.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Hautes Parties Contractantes pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanant d'autorités ou de fonctionnaires de leur pays ainsi que d'autorités ou fonctionnaires de pays tiers, mais dans ce dernier cas intéressant leurs nationaux.

Les traductions faites par eux auront dans le pays de leur résidence la même force et la même valeur que si elles eussent été faites par les traducteurs assermentés du pays de résidence.

Lesdits agents pourront également légaliser la signature de leurs nationaux.

Article 16.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties Contractantes pourront signaler à l'autorité compétente de l'Etat de résidence l'utilité d'organiser une tutelle à leurs nationaux mineurs, étant entendu que cette autorité resté seule juge de la décision à prendre.

Article 17.

Les autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pourront demander aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties Contractantes de servir d'interprète ou de désigner un interprète pour assister leurs ressortissants.

Article 18.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres documents personnels et viser tous passeports et autres documents. Il pourra être fait usage de ces passeports et documents devant l'autorité locale, dans la mesure où les usages ainsi que la loi et les règlements de l'Etat de résidence le permettant.

Article 19.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront sans exercer de contrainte, procéder aux opérations de recrutement de leur nationaux qui se soumettront volontairement à l'accomplissement de ces formalités.

Article 20.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront recevoir en dépôt les sommes d'argent, objets de toute nature et documents qui leur seront remis par leurs ressortissants.

Ces dépôts ne jouiront pas des privilèges prévus à l'article 6 pour les archives consulaires.

Ils peuvent à l'occasion des actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions percevoir les taxes ou droits prévus par la législation du pays qui les a nommés.

Article 21.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux Etats connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens ou objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de la nationalité de l'Etat qui a nommé ces agents, morts pendant la traversée ou dans le port de leur arrivée, soit à terre, soit à bord d'un navire de ce même Etat.

Les salaires, appointements, valeurs et effets appartenant aux marins ou passagers ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, morts à bord d'un navire de l'autre Partie, seront remis dans le port d'arrivée à l'autorité compétente du pays du défunt, ou entre les mains du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de sa nation.

Article 22.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'il auront été admis en libre pratique, interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de ces navires.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif et les officiers et agents de la douane du pays ne pourront, dans les ports où réside un consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de l'un des deux Etats respectifs, opérer à bord ni arrestation (sauf le cas de flagrant délit), ni recherches, ni visites, autres que les visites ordinaires de douane et de santé, sans prévenir au paravant, ou en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, l'agent de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra, afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner, en temps opportun, au consul ou à l'agent consulaire les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux ou l'administration du pays.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires indiquera une heure précise, et si les agents précités négligeaient de s'y rendre en personne, ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Article 23.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de l'Etat qui les a nommés; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement constatés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions et notamment pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle d'équipage, chaque fois que pour un motif quelconque lesdits agents le jugeront convenable, s'il ne s'agit pas d'un ressortissant du pays.

Article 24.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur patrie, les marins et toute autre personne faisant partie, à quelque titre que ce soit, des équipages de navires de guerre ou de commerce de l'Etat qui a nommé ces agents, qui auraient déserté sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant soit les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, soit un extrait authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits fonctionnaires consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord, ou jusqu'à qu'une occasion se présente de les rapatrier; si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés moyennant un avis donné au fonctionnaire consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque infraction à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal eut rendu sa sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils auraient déserté, sont exceptés des stipulations du présent article.

Article 25.

Toutes les fois qu'il n'y aura par de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de leur nation, à moins que des ressortissants de l'Etat dans lequel résident lesdits agents et ceux d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries: dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'autorité locale.

Article 26.

Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des ressortissants de l'un des deux Etats fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront en avvertir sans retard le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus proche.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux Etats qui naufrageraient ou s'échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre Etat seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux Etats que pour assister les agents précités, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les fonctions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne sont sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 27.

Il est en outre convenu que les chefs de poste et les agents du service consulaire, de chacun des deux Etats jouiront dans l'autre, à charge de réciprocité, de tous les privilèges et immunités qui sont ou seront reconnus aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Article 28.

La présente convention sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie Contractante.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont revêtu la présente convention de leurs signatures et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Riga, le 20 Janvier mil neuf cent trente.

L. S. (Signé) A. Balodis.

L. S. (Signé) Castillon St. Victor.

Konsulārā konvencija starp Latviju un Franciju.

Tulkojums.

7. pants.

Generālkonsulātu, konsulātu, vicekonsulātu un konsulāro aģentūru vadītāju aizkavēšanas, prombūtnes vai nāves gadījumā, attiecīgie ierēdņi, kas nozīmēti vai nu tās valsts rēģlamentos, kas pārstāvību nodibinājuši, vai arī ko iecel šās valsts piekritīgā iestāde, pielaižami ipso jure pagaidām izpildīt pārstāvības vadītāja vietu.

Vietējām iestādēm, kam piesūti attiecīgs paziņojums, jāsniedz tiem palīdzība un aizsardzība un jārūpējas, lai pa pagaidu vadīšanas laiku tie baudītu atvieglojumus, priekšrocības, immunitātes un privilēģijas, ko šī konvencija savstarpēji piešķir istajām amata personām. Vietējām iestādēm tāpat ir jānodod visi vēlami atvieglojumi tiem pagaidu ierēdņiem, ko generālkonsuli, konsuli vai vicekonsuli pagaidām ieceltu atļūgušos vai mirušo konsulāro aģentūru vietā.

Šajā konvencijā lietotie izteicieni: pārstāvības vadītājs, generālkonsuls, konsuls, vicekonsuls un konsulārais aģents apzīmē istos vai pagaidu pārstāvību vadītājus.

8. pants.

Atskaitot iepriekšējos pantos minētās priekšrocības un immunitātes, konsulāro pārstāvību vadītāji un konsulārie ierēdņi nostādāmi tādā pat tiesiskā stāvoklī, kā tās valsts pavalstnieki, pie kuŗas šie vadītāji vai ierēdņi pieder.

9. pants.

Generālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var aizstāvēt viņu iecēlēja valsts pavalstniekus, kā arī aizstāvēt uz starptautisko tiesību un parašu pamata visas šo pavalstnieku tiesības un intereses.

Šajā nolūkā tie var griezties pie visām sava iecirkņa iestādēm, lai protestētu pret abu valstu starpā pastāvošo līgumu vai konvenciju ikkuŗu laušanu un pret ikkuŗu pārestību, par kuŗu šo valstu pavalstnieki sūdzētos. Ja iestādes neievērotu viņu prasības, tad tie var tieši griezties pie tās valsts valdības, kur tie uzturas, tikai tad, ja nav neviena viņu valsts diplomātiska pārstāvja.

10. pants.

Diplomātiskie pārstāvji, generālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var pieņemt savā kancelejā visus savas valsts pavalstnieku dzimšanas un miršanas paziņojumus, bet ieinteresētiem ir jāizdara visi pieteikumi, ko prasa vietējie likumi.

Tie arī varēs izdarīt savas valsts pavalstnieku civilās laulības. Šīm laulībām mitekļa valsti būs tāds pat spēks, kā ja tās būtu izdarītas pie vietējām iestādēm. Diplomātiskais vai konsulārais ierēdnis, kas izdarījis laulāšanu, nodos šo laulību apliecinošā akta pienācīgi apstiprinātu norakstu piekritīgai vietējai iestādei, kas to reģistrēs bez maksas.

11. pants.

Ja vienas Līdzēja valsts pavalstnieks nomirst otras valsts teritorijā, vietējai iestādei par to tūlī jāpaziņo tam generālkonsulam, konsulam, vicekonsulam vai konsulāram aģentam, kuŗa iecirknī nāves gadījums noticis, un tam visdrīzākā laikā jānodod bezmaksas miršanas apliecības noraksts.

Generālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem un konsulāriem aģentiem no savas puses jāziņo vietējām iestādēm par savas valsts pavalstnieku miršanas gadījumiem, ja viņi tos dabū zināt pirmie.

12. pants.

Ja Latvijas pavalstnieks atstāj mantojumu Francijā vai ja Francijas pavalstnieks atstāj mantojumu Latvijā, un ja visas vai dažas no personām, kam tiesība saņemt viņa mantojumu, nav zināmas vai atrodas prombūtnē, tad generālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem un konsulāriem aģentiem ir tiesība prasīt mirušā lietu, dokumentu un citu kustamo mantu apzīmogošanu, kā arī būt klāt pie šās formālītes izdarīšanas. Tie raudzīsies, lai piekritīgā iestāde meklētu, vai ir sastādīts testaments un saņems visas ziņas un paziņojumus, kas palīdz atrast tiesību nēmējus. Bez tam viņi var, ja viņi to atrod par vajadzīgu, lūgt vietējo piekritīgo iestādi iecelt mantojumam pārvaldnieku vai aizbildni, kas iecelams uz viņu priekšlikumu no tādu personu vidus, kam likums vai ierāšas uzdod izpildīt šos pienākumus.

Pārvaldniekam vai aizbildnim, katru reizi kad tam to pieprasa, jāiesniedz generālkonsulam, konsulam, vicekonsulam vai konsulāram aģentam visas ziņas par mantojuma likvidāciju.

Konsula iekļaušanās vairs nav pielaižama pēc tam, kas konstatēts, ka neviens tiesību nēmējs nav tās valsts pavalstnieks, kas konsulu iecēlusi, vai arī ja visi mantnieki ir klāt vai ir iecēlušī savus pārstāvjus.

13. pants.

Ja Latvijas pavalstnieks atstāj mantojumu Francijā vai ja Francijas pavalstnieks atstāj mantojumu Latvijā un ja vietējā iestāde uzskata, ka šī mantojuma vērtība ir zemāka:

Latvijā par 100 latiem
Francijā par 500 frankiem,

tad generālkonsuls, konsuls, vicekonsuls vai konsulārais aģents var likt šo mantojumu nodot sev. Viņam ir tiesība vienam pašam nokārtot šo mantojumu, bet tas var atlikumu izsniegt ārpus mitekļa valsts teritorijas tikai pēc pasīva nokārtošanas un pēc visu uzliedzamo nodevu nomaksas.

14. pants.

Abu Augsto Līdzēju Pušu generālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem un konsulāriem aģentiem ir tiesība pieņemt savās kancelejās, attiecīgo darījumu dalībnieku mitekļos un savas valsts tirdzniecības un kuŗa kuŗos visus paziņojumus, ko varētu iesniegt kapteiņi, kuŗa laudis, pasažieri, tirgotāji un visi citi šīs valsts pavalstnieki.

Viņiem ir arī tiesība pieņemt kā notāriem savas valsts pavalstnieku testāmentus un laulību līgumus.

Bez tam viņiem ir tiesība pieņemt savās kancelejās kā notāriem visus aktus, ja šie akti stāv sakarā ar īpašumiem, kas atrodas ar darījumiem, kuŗi izveidami vai ar ikkuŗām tiesībām, kas izmantojamas ārpus viņu mitekļa valsts teritorijas.

Saskaņā ar iepriekšējām rindkopām sastādīto aktu noraksti un izraksti, ko minētie pārstāvji pienācīgi apliecinājuši, piespiežot pārstāvības oficiālo zīmogu, uzskatāmi par autentiskiem kā tiesā, tā ārpus tiesas Latvijā vai Francijā, līdzīgi oriģināliem, un tiem ir tas pats īstenības raksturs, un tie uzskatāmi par tikpat neapšaubāmiem pierādījumiem, kā kad ja tos būtu izgatavojis vienas vai otras valsts notārs vai citš oficiāls ierēdnis, ja tikai šie akti sastādīti tādā veidā, kā to prasa pārstāvī iecēlušās valsts likumi un ja par tiem ir nomaksāta zīmogodeva un reģistrēšanas nodeva, un ja ir ievērotas visas citas formālītes, kas par šo jautājumu ir spēkā tajā valstī, kur akts izpildāms.

Gadījumā, ja izceļas šaubas par konsula kancelejā izgatavota akta noraksta vai izraksta īstenību, tad ieinteresētai personai nevar liegt salīdzināšanu ar oriģinālu, ja viņa to prasa, pie kam viņai ir tiesība, ja viņa to uzskata par vēlamu, būt klāt pie šās salīdzināšanas.

15. pants.

Abu Augsto Līdzēju Pušu generālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var pārtulkot un apliecināt visāda veida dokumentus, ko izdevušas viņu valsts iestādes vai ierēdņi vai arī trešo valstu iestādes un ierēdņi, bet pēdējie minētos dokumentus tikai tad, ja tie attiecas uz viņu valsts pavalstniekiem.

Viņu izdarītiem tulkojumiem mitekļa valsti ir tāds pat spēks un tāda pat vērtība, kā ja tos būtu izdarījis mitekļa valsts zvērīnāts tulks.

Minētie pārstāvji var arī apliecināt viņu valsts pavalstnieku paraksta īstenību.

16. pants.

Abu augsto Līdzēju Pušu generālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var aizrādīt mitekļa valsts piekritīgai iestādei, ka ar vajadzīgs iecelt aizbildņus viņu valsts mazgadīgiem pavalstniekiem, pie kam minētā iestāde saprotams izšķir jautājumu pilnīgi brīvi viena pati.

Latvijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekselenci A. Baloža kungu, ārlietu ministri,

Francu Republikas Prezidents:

Viņa Ekselenci O. de Castillon Saint-Victor kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Rīgā, Goda leģiona virsnieku, Trīs Zvaigžņu ordeņa lielkrusta komandieri,

kuŗi, savstarpēji uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem:

1. pants.

Katra Augstā līdzēja puse var nodibināt otras puses teritorijā generālkonsulātus, konsulātus, vicekonsulātus un konsulārās aģentūras. Tās tomēr patur sev tiesību noteikt vietas, uz kuŗām tās vēlētos attiecināt izņēmumu, ja tikai šo izņēmumu līdzīgi piemēro visām valstīm.

Generālkonsulātu, konsulātu, vicekonsulātu un konsulāro aģentūru vadītājus, pēc viņu iecelšanas rakstu uzrādīšanas, pielaidīs un atzīs saskaņā ar viņu mitekļa valsti pastāvošiem noteikumiem un formālītātēm. Amata pienākumu brīvai izpildīšanai vajadzīgā eksekvatūra izsniedzama minētiem pārstāvjiem nekavējoties un bez maksas.

Mitekļa valsts valdība paziņo nekavējoties konsulārā pārstāvja iecelšanu konsulārā iecirkņa augstākām iestādēm, kuŗām, pamatojoties uz šo paziņojumu vai uz eksekvatūras uzrādīšanu, jāspēj nekavējoties visi vajadzīgie soļi, lai konsulārie pārstāvji varētu izpildīt savus amata pienākumus un baudīt tiesības, priekšrocības un immunitātes, kas paredzētas šajā konvencijā.

2. pants.

Generālkonsulātu, konsulātu un vicekonsulātu vadītāji var iecelt savu attiecīgo iecirkņa pilsētās, ostās un apdzīvotās vietās konsulāros aģentus, pie kam vajadzīga mitekļa valsts valdības piekrišana.

Šos konsulāros aģentus var izvēlēties bez izšķirības no abu valstu vai no trešo valstu pilsoņu vidus un tiem izsniedzama tā konsula izdota apliecība, kas tos iecēlis un kam tie padoti. Eksekvatūru tiem izsniedz uz minētās apliecības pamata.

3. pants.

Konsulāro pārstāvību (generālkonsulātu, konsulātu, vicekonsulātu un konsulāro aģentūru) vadītāji un konsulārā dienesta ierēdņi (konsula vietnieki un palīgi, vicekonsuli, kancelejas atašeji un sekretāri, kancelejas pārziņi, kancelejas mācekļi, konsulārie atašeji un sekretāri, tulki, kancelejas ierēdņi), vienalga kāda būtu to valsts piederība, nav tiesājami mitekļa valsts tiesas un administratīvās iestādēs par viņu amata darbību, ko tie izdarījuši viņiem šajā konvencijā piešķirtās piekritības robežās. Gadījumā, ja kāds konsulārais pārstāvis atsauca uz šo izņēmumu kādā mitekļa valsts iestādē, šai jāatturas no lēmuma, jo visas šāda veida grūtības arvien nokārtojamas diplomātiskā ceļā.

Šiem pārstāvjiem jāpaklausa uzaicinājumiem ierasties kā lieciniekiem, ko tiem piesūta mitekļa valsts iestāde, neierakstot tajos neierašanās gadījumā draudošos sodus. Bet pārstāvības vadītājs var pie gadījuma atsaukties kā uz likumīgiem atvairošanās iemesliem, lai atliktu viņa nopratināšanu uz citu, nedaudz vēlāku dienu, uz kavēkliem, kas ceļas no dienesta vajadzībām. Tas pats attiecas uz konsulārā dienesta ierēdņiem, ja viņu nopratināšanas atlikšanu līdzīgos apstākļos to pašu iemeslu dēļ pieprasa pārstāvības vadītājs.

Šie pārstāvji var atteikties izsniegt vai uzrādīt dokumentus, kas atrodas viņu glabāšanā (a) vietējos likumos paredzētos gadījumos vai (b) aizbildinoties ar amata vai valsts noslēpumu. Ja tiesu vai administratīvā iestāde neatzīst beidzamo (a) atteikšanās iemeslu vai izņēmumu par dibinātu, tai jāatturas no ikkuŗiem spaidu soļiem pret pārstāvi, jo šā veida sarežģījumi ir arvien nokārtojami diplomātiskā ceļā.

Šie pārstāvji ir atbrīvoti no ikkuŗas militāras rekvizīcijas attiecībā uz telpām, kur atrodas kancelejas biroji un viņu arhīvs.

4. pants.

Bez 3. pantā minētām priekšrocībām un immunitātēm, konsulāro pārstāvību vadītāji un konsulārā dienesta ierēdņi, tās valsts pilsoņi, kas tos iecēlušī, ir vēl atbrīvoti: (a) no ikkuŗas personīgas mantas un viņu personīgā lietošanā esošo kustamo un nekustamo mantu militāras rekvizīcijas; (b) no tiešiem nodokļiem uz kustamo īpašumu, kam ir personīga nodokļa raksturs, ko uzliek vienalga kāda attiecīgās valsts iestāde.

Ja tomēr šiem pārstāvjiem pieder nekustami īpašumi vai kustamas vērtības, ja tie nodarbojas ar tirdzniecību, nododas kaut kādai rūpniecībai vai profesijai, ja tiem ir rūpniecības vai tirdzniecības uzņēmumos ieguldīti kapitāli, tad tie nevar prasīt, attiecībā uz visu to, nekādas priekšrocības un ir padoti tādām pat nodevām, maksājumiem un nodokļiem, kā citas privātpersonas, ar tiem pašiem nosacījumiem, atskaitot iepriekšējās rindkopas noteikumus.

Šos pārstāvjus nevar iepriekšēji apcietināt, izņemot par noziedzīgiem nodarījumiem, ko vietējie likumi soda ar mazākais gadu ilgu ieslodzīšanu cietumā. Apcietināšanas vai vajāšanas gadījumā mitekļa valsts valdība to paziņo, cik drīz vien iespējams, diplomātiskam pārstāvim, kam padots minētais ierēdnis.

Pret tiem nav lietojami pret pašu personu vērsti spaidu līdzekļi, kā civilīetās, tā atsevišķu tirdzniecisku darījumu gadījumā (kā vekseļu parakstīšana vai žirēšana), bet, ja tie ir tirgotāji, tad pret pašu personu vērstus spaidu līdzekļus var tiem piemērot tikai par viņu tirdzniecisko darbību, bet nevis civilīetās.

5. pants.

Abu Augsto Līdzēju Pušu konsulāro pārstāvību vadītāji un konsulārā dienesta aģenti var piestiprināt pie konsulāta nama ārējām durvīm savas valsts ģerboni ar attiecīgu uzrakstu: . . . Generālkonsulāts, Konsulāts, Vicekonsulāts vai Konsulārās Aģentūras.

Tie var arī izkārt savas valsts karogu pie konsulāta nama publisko svētku dienās, kā arī citos parastos gadījumos, pie kam saprotams, ka šis ārējās zīmes nevar nekādā gadījumā iztulkot kā pamatu patvēruma tiesībām.

Tajos pat apstākļos un ar šajā pantā formulētiem ierobežojumiem par patvēruma tiesībām viņi var tāpat izkārt savas valsts karogu uz kuģiem, kuŗos tie brauc ostā izpildot savus amata pienākumus.

6. pants.

Konsulārie arhīvi ir vienmēr neaizkārjami un vietējās iestādes nekāda iemesla dēļ nevar apskatīt vai apkilāt papirus, dokumentus un reģistrus, kas tajos ietilpst. Šie papīri, dokumenti un reģistri vienmēr jātur pilnīgi atšķirti no personīgām grāmatām, papīriem un dokumentiem vai no grāmatām, papīriem un dokumentiem, kas attiecas uz tirdzniecību vai rūpniecību, ar ko nodarbojas attiecīgais konsulārais ierēdnis.

Ja vienas Augstās līdzējas puses konsulārās pārstāvības vadītājs vai konsulārais ierēdnis, ko vietējās tiesu vai administratīvās iestādes uzaicina izsniegt vai uzrādīt viņa arhīvā ievietotos rakstus, dokumentus vai reģistrus, atsakās to darīt, tad tiesu vai administratīvā iestāde nevar lietot nekādus spaidu līdzekļus, jo visi šāda veida sarežģījumi nokārtojami diplomātiskā ceļā.

17. pants.

Mitekļa valsts tiesas un administratīvās iestādes var lūgt abu Augsto Līdzēju Pušu ģenerālkonsulus, konsulus, vicekonsulus un konsulāros aģentus uzstāties kā tulkiem vai nozīmēt tulku, kas palīdzētu viņu līdzpilsoņiem.

18. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var izdot saviem līdzpilsoņiem pasēs un citus personīgus dokumentus, kā arī vizēt pasēs un citus dokumentus. Šīs pasēs un dokumentus var lietot vietējās iestādēs, ciktāl mitekļa valsts parašas, likumi un noteikumi to atļauj.

19. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var, nelietojot spaidu līdzekļus, iesaukt kara dienestā savas valsts pilsoņus, kas labprātīgi padodas visu iesaukšanas formalitātu izpildīšanai.

20. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var saņemt glabāšanā naudas summas, visāda veida priekšmetus un dokumentus, ko tiem nodod viņu līdzpilsoņi.

Šīs uzglabāšanai nodotās lietas nebauda privilēģijas, ko paredz 6. pants attiecībā uz konsulāro arhīvu.

Tie var sakarā ar darbību, ko tie izdara dienesta pienākumus izpildot, iekasēt nodevas un nodokļus, ko noteic tās valsts likumi, kas tos iecēluš.

21. pants.

Abu valstu ģenerālkonsulu, konsulu, vicekonsulu un konsulāro aģentu pilnīgā zināšanā atstājami inventāra akti un citas formalitātes, kas izdarītas, lai uzglabātu visāda veida mantas un priekšmetus, ko atstājuši jūrnieki vai pasažieri, kuri piederēdami pie konsula iecēlējas valsts, nomiruši ceļojuma laikā vai gala ostā, vai uz sauszemes, vai arī uz kāda šīs valsts kuģa.

Pie vienas Augstās Līdzējas Puses piederīgo un otras puses kuģi nomirušu jūrnieku un pasažieru algas, atalgojumi, vērtības un lietas gala ostā nododami mirušā valsts piekritīgai iestādei vai arī viņa valsts ģenerālkonsulam, konsulam, vicekonsulam vai konsulāram aģentam.

22. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var ierasties personīgi vai arī nosūtīt savus pārstāvjus viņu tautības kuģos, pēc tam, kad tiem dota kustības brīvība, iztaujāt kapteini un kuģa ļaudis, pārbaudīt kuģa dokumentus, noklausīties paskaidrojumus par braucienu, gala mērķi un ceļojuma notikumiem, sastādīt manifestus un atvieglot šo kuģu nosūtīšanu.

Vietējie tiesas un administratīvie ierēdņi, kā arī muitas ierēdņi un darbinieki nevar tajās ostās, kur atrodas attiecīgās valsts ģenerālkonsuls, konsuls, vicekonsuls vai konsulārais aģents, izdarīt kuģi ne apcietināšanas (izņemot gadījumu, ja noziedznieku noķer nozieguma vietā), ne kratišanas, ne citas kontroles, kā parastās muitas un veselības kontroles, nepaziņojot iepriekš, vai steidzamības gadījumā — kratišanas laikā, tās valsts pārstāvim, pie kuģa kuģis pieder, lai tas varētu būt klāt. Viņiem tāpat laikus jāiesūta konsuliem vai konsulāriem aģentiem attiecīgie paziņojumi, lai tie varētu būt klāt tad, kad kapteiņiem un kuģa ļaudīm jāsniedz paskaidrojumi vietējām tiesu un administratīvām iestādēm.

Uzaicinājumus, kas augstāk minētos gadījumos piesūtāmi ģenerālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem un konsulāriem aģentiem, uzrādāma noteikta stunda, un ja minētie pārstāvji neierastos personīgi, vai arī nesūtītu savā vietā pārstāvi, tad viss vajadzīgais izdarāms bez tiem.

23. pants.

Vienīgi ģenerālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem un konsulāriem aģentiem uzliekams pienākums rūpēties par iekšējās kārtības uzturēšanu savas iecēlējas valsts tirdzniecības kuģos; viņi paši nokārto visāda veida strīdus, kas izceltos starp šo kuģu kapteiņiem, virsniekiem un matrožiem, un it sevišķi visus strīdus par algu un par abpusēji konstatēto saistību pildīšanu.

Vietējās iestādes var iejaukties tikai tad, ja uz kuģa izcēlušās tāda veida nekārtības, kas apdraud publisko mieru uz sauszemes vai ostā, vai ja tajās piedalās kāda vietējā persona, kas nav piederīga pie kuģa ļaudīm.

Visos citos gadījumos iepriekš minētām iestādēm jāprobežojas ar palīdzības sniegšanu ģenerālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem un konsulāriem aģentiem, ja pēdējie griezušies pie tiem ar lūgumu atvieglot tiem viņu pienākumu izpildīšanu, it sevišķi, ja jāaiztur un jāievieto cietumā kāda persona, kas ierakstīta munsturrullī, katru reizi, kad kaut kāda iemesla dēļ minētie pārstāvji to uzskatītu par vajadzīgu un ja lieta negrozās ap kādu vietējo pilsoni.

24. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli, vicekonsuli vai konsulārie aģenti var likt apcietināt, kā arī nosūtīt atpakaļ uz kuģi vai uz viņu tēviju jūrniekus un citas personas, kas ietilpst, vienalga zem kāda nosaukuma, šo pārstāvju iecēlējas valsts tirdzniecības vai kara kuģu ļaužu sarakstā, un kas dezertējušas vienas Augstās Līdzējas Puses teritorijā.

Šajā nolūkā viņiem jāgriežas ar rakstu pie vietējām piekritīgām iestādēm un jāpierāda, uzrādot kuģa grāmatas vai kuģa ļaužu sarakstu, vai šo dokumentu apliecinātu izvilkumu, ka pieprasītās personas tiešām piederējušas pie kuģa ļaudīm.

Uz tādā veidā pierādītu lūgumu nevar atteikties dezertierus izdot. Bez tam minētiem konsulāriem ierēdņiem sniedzama visāda veida palīdzība un pabalsts, lai uzmeklētu un arestētu tos dezertierus, kuri uz konsulārās iestādes rakstisku lūgumu un uz tās rēķina jānogādā vietējos cietumos un tur jātur līdz tam laikam, kad tos novedīs atpakaļ uz kuģi, vai līdz kamēr rodas izdevība tos nosūtīt atpakaļ uz viņu tēviju; ja tomēr tāda izdevība nerodas divu mēnešu laikā, skaitot no apcietināšanas dienas, vai ja uzturēšanas izdevumus nesegtu kārtīgi, piesūtot pieprasījumus trīs dienas iepriekš konsulāram ierēdņim, tad minētie dezertieri atļaujami brīvībā, un tos nevar arestēt no jauna tā paša iemesla dēļ.

Ja dezertieris izdarījis uz sauszemes kādu nodarījumu, tad vietējā iestāde var atlikt viņa izdošanu līdz tam laikam, kamēr tiesa taisījis savu spriedumu un kamēr beidzamais ir ticis pilnīgi izpildīts.

Augstās Līdzējas Puses vienojas, ka jūrnieki un citi kuģa ļaudis, kas ir tās zemes pilsoņi, kur tie dezertējuši, nav padoti šā panta noteikumiem.

25. pants.

Visos gadījumos, kad starp kuģu īpašniekiem un kravas devējiem un apdrošinātājiem nav pretējas norunas, avarijas, ko abu valstu kuģi cietuši jūrā, vienalga vai tie iebrauc attiecīgā ostā labprātīgi vai apstākļu spiesti, jānokārto viņu valsts ģenerālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem vai konsulāriem aģentiem, ja vien avarijā nav ieinteresēti tās valsts pavalstnieki, kur šie pārstāvji uzturas, vai arī kādas trešās valsts pavalstnieki: šajā gadījumā, ja nav iespējams panākt savstarpīgo vienošanos starp visām ieinteresētām pusēm, avarijas jānokārto vietējām iestādēm.

26. pants.

Ja vienas valsts valdībai vai pavalstniekiem piederošs kuģis iet bojā vai uzskrien sēkli otras valsts piekrastē, vietējām iestādēm par to nekavējoties jāziņo vistuvākam ģenerālkonsulam, konsulam, vicekonsulam vai konsulāram aģentam.

Ja vienas valsts kuģis iet bojā vai uzskrien sēkli otras valsts teritoriālos ūdeņos, tad visi glābšanas darbi jāveic attiecīgajiem ģenerālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem vai konsulāriem aģentiem.

Vietējo iestāžu iejaukšanās notiek abās valstīs tikai, lai palīdzētu augstāk minētiem pārstāvjiem, lai uzturētu kārtību, lai nodrošinātu pie kuģa ļaudīm nepiederīgo glābēju intereses un uzraudzītu, ka izpilda noteikumus par preču ieviešanu un izvešanu.

Ģenerālkonsulu, konsulu, vicekonsulu un konsulāro aģentu vai viņu pārstāvju prombūtnes laikā un līdz viņu ierašanās laikā vietējām iestādēm jāspēr visi vajadzīgie soļi, lai aizsargātu personas un uzglabātu lietas, kas izglābtas kuģim bojā ejot.

Par vietējo iestāžu iejaukšanos šajos dažādos gadījumos nav ņemamas nekādas maksas, izņemot tikai tās, kas vajadzīgas glābšanas darbiem un izglābto priekšmetu uzglabāšanai, kā arī tās, kas līdzīgos gadījumos ņemamas no pašu valsts vai no vislielāko labvēlību baudošās valsts kuģiem.

Gadījumos, ja apšaubāma avariju cietušo kuģu valsts piederība, visa šajā pantā minētā darbība ietilpst vienīgi vietējo iestāžu piekritībā.

Izglābtās preces un lietas nav apliekamas ne ar kādu muitas nodokli, ja vien tās nenāk iekšējā patēriņā.

27. pants.

Bez tam katras valsts pārstāvību vadītāji un konsulārā dienesta ierēdņi bauda otrā valstī uz reciprocitātes pamata visas priekšrocības un immunitātes, kas piešķirtas līdzīgiem vislielāko labvēlību baudošās nācijas ierēdņiem.

28. pants.

Šī konvencija ratificējama.

Tā stājas spēkā vienu mēnesi pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas.

Tā izbeigsies sešus mēnešus pēc tam, kad viena līdzēja valsts notificēs otrai savu uzteikšanu.

Šo apliecinot, apakšā parakstījušies, pienācīgi pilnvaroti, parakstīja šo konvenciju un piespieda tai savus zīmogus.

Izgatavots Rīgā, tūkstots deviņi simti trīsdesmitā gada 20. janvārī.

(Z. v.) (Paraksts) A. Balodis. (Z. v.) (Paraksts) Castillon St. Victor.

Konvencijas tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. g. 17. jūnija plēnārsēdē.

J. Breikšs, Saeimas sekretārs.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludinā šādu likumu:

LIKUMS

par šķirējtiesas līgumu starp Latviju un Dāniju.

1. 1930. gada 28. februārī Rīgā parakstītais šķirējtiesas līgums starp Latviju un Dāniju ar šo likumu pieņemts un apstiprināts.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināms 1. pantā minētais līgums un tā tulkojums latviešu valodā.

3. Līgums stājas spēkā līguma 21. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 17. jūnijā.

Rīgā, 1930. g. 5. jūlijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Traité d'arbitrage entre la Lettonie et le Danemark.

Le Président de la République de Lettonie et Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent la Lettonie et le Danemark,

Désireux de convenir des dispositions permettant d'assurer dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser la Lettonie et le Danemark,

Ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur Hugo Celmiņš, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Étrangères;

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Monsieur Michael Arentz Langberg, Son Chargé d'Affaires à Riga,

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins-pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent Traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Lettonie et le Danemark après la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Hautes Parties Contractantes de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent Traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres Commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois Commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties Contractantes désigneront le Président de la Commission.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Si la nomination des Commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Cour permanente de justice internationale ou, s'il est ressortissant d'une des Hautes Parties Contractantes, le Vice-Président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des Hautes Parties Contractantes, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

À la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 10.

À moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. À matière d'enquêtes la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Des Commissions internationales d'enquête) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties Contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la Commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

À défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

À défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de justice internationale.

Disposition générale.

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouve plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Le présent Traité reste applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 20.

Le présent Traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Riga.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure quelconque en vertu de ce Traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Riga, en double exemplaire, le 28 février mil neuf cent trente.

Z. v. (Paraksts:) H. Celmiņš.

Z. v. (Paraksts:) M. A. Langberg.

Tulkojums.

Šķirējtiesas līgums starp Latviju un Dāniju.

Latvijas Republikas Prezidents un Viņa Majestāte Dānijas un Islandes Kēniņš, Vadoties no labām draudzības attiecībām, kas pastāv starp Latviju un Dāniju, Vēlēdami vienoties par noteikumiem, kas nodrošina turpmākam laikam saskaņā ar Tautu Savienības līgumā nodibinātiem principiem visu strīdu un konfliktu nokārtošanu miera ceļā, vienlīga kādi tie būtu, kas izceltos starp Latviju un Dāniju,

Nolēma noslēgt šajā nolūkā līgumu un iecēla par saviem attiecīgiem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekselenci Hugo Celmiņa kungu, Ministru Prezidentu un ārlietu ministri;

Viņa Majestāte Dānijas un Islandes Kēniņš:

Michael Arentz Langberg kungu, Savu Chargé d'Affaires Rīgā,

kuŗi, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par šādiem noteikumiem:

1. pants.

Augstās līdzējas puses savstarpīgi apņemas nokārtot visos gadījumos, miera ceļā un saskaņā ar šajā līgumā paredzēto kārtību, visus strīdus un konfliktus, vienlīga kāda rakstura tie būtu, kas izceltos starp Latviju un Dāniju pēc šīs konvencijas spēkā stāšanās dienas un ko nav bijis iespējams nokārtot parastā diplomātiskā ceļā.

2. pants.

Visi, vienlīga kāda rakstura strīdi, starp Augstām līdzējām pusēm, ko nav bijis iespējams nokārtot uz savstarpīgas vienošanās pamata parastā diplomātiskā ceļā, nododami iztiesāšanai vai nu šķirējtiesai vai arī Pastāvīgai starptautiskai tiesai, kā tas turpmākos pantos paredzēts.

Domstarpības, kuŗu izšķiršanai paredzēta sevišķa kārtība citās konvencijās, kas spēkā starp Augstām līdzējām pusēm, nokārtojamas saskaņā ar šo konvenciju noteikumiem.

3. pants.

Pirms prāvas ievadīšanas šķirējtiesā vai pirms prāvas ievadīšanas Pastāvīgā starptautiskā tiesā, strīdīgais jautājums nododams izlīgšanas nolūkā Pastāvīgai starptautiskai komisijai, kas nosauicama par Pastāvīgo izlīgšanas komisiju un sastādāma saskaņā ar šo līgumu.

4. pants.

Ja lieta grozās ap strīdīgu jautājumu, kuŗa priekšmets saskaņā ar vienas puses iekšējiem likumiem, ietilpst viņas nacionālo tiesu piekritībā, tad strīds nododams šajā konvencijā paredzētai iztiesāšanas kārtībai tikai pēc tam, kad piekritīgā nacionālā tiesu iestāde ir taisījusi piemērotā laikā galīgu spriedumu.

5. pants.

3. pantā paredzētā Pastāvīgā izlīgšanas komisija sastāv no pieciem locekļiem, kas ieceljami šādā kārtā: katra Augstā līdzēja puse iecels vienu komisāru, kas izvēlams starp viņas attiecīgiem pilsoņiem, un uz kopējas vienošanās pamata iecels trīs pārējos komisārus no citu valstu piederīgo vidus; šo trīs komisāru valsts piederībai jābūt dažādi un no viņu vidus Augstās līdzējas puses izvēlies komisijas priekšsēdētāju.

Komisāri ieceljami uz trim gadiem; viņu pilnvaras ir atjaunojamas. Tie paliek amatā līdz atvietošanai un, visos gadījumos, līdz savu darbu pabeigšanai, kas ir jau iesākti pilnvaras izbeigšanās brīdī.

Visdrīzākā laikā aizpildāmas vietas, kas atbrīvojas nāves, atkāpšanās vai citu aizkavējumu dēļ, pieturoties pie kārtības, kas noteikta iecelšanai.

Pastāvīgo izlīgšanas komisiju iecels triju mēnešu laikā pēc šīs konvencijas spēkā stāšanās.

6. pants.

Ja uz kopējas vienošanās pamata iecelamo komisāru iecelšana nenotiek noteiktā laikā vai, atvietošanas gadījumā, trīs mēnešu laikā no vietas atbrīvošanās, tad vajadzīgās iecelšanas izdarīt lūgs Pastāvīgās starptautiskās tiesas priekšsēdētāju vai, ja viņš ir vienas Augstās līdzējas puses pilsonis, vicepriekšsēdētāju vai vecāko tiesas locekli, kas nav ne vienas, ne otras Augstās līdzējas puses pilsonis.

7. pants.

Lieta nododama Pastāvīgai izlīgšanas komisijai lūguma ceļā, ko piesūta priekšsēdētājam abas puses uz kopējas vienošanās pamata, vai ja vienošanos nepanāk, viena vai otra puse.

Lūgumā ielumā aprādāms strīda priekšmets un tajā ierakstāms lūgums komisijai spert visus vajadzīgos soļus, lai panāktu izlīgšanu.

Ja lūgumu iesniedz tikai viena puse, tad viņai tas nekavējoties jāpaziņo pretējai pusei.

8. pants.

Piecpadsmit dienu laikā, skaitot no dienas, kad strīdīgais jautājums nodots Pastāvīgai izlīgšanas komisijai, katra puse var šīs lietas izšķiršanai atvietot savu komisāru ar personu kam speciālas zināšanas attiecīgā jautājumā.

Puse, kas izlieto šo tiesību, to nekavējoties paziņo otrai pusei; tai šajā gadījumā ir tiesība rīkoties tāpat piecpadsmit dienu laikā, skaitot no paziņojuma saņemšanas dienas.

9. pants.

Pastāvīgās izlīgšanas komisijas uzdevums ir noskaidrot strīdīgo jautājumu, savākt šajā nolūkā, izziņas ceļā vai citādi, visas vajadzīgās ziņas un pūlēties panākt starp pusēm izlīgšanu. Viņa var pēc lietas caurskatīšanas aprādīt pusēm izlīgšanas noteikumus, kas tai liktos pieņemami un noteikt tām laiku izšķirties.

Savas darbības beigās komisija sastāda protokolu, kuŗā konstatē, atkarībā no katra gadījuma, vai nu izlīgšanas nosacījumus vai arī to, ka nav bijis iespējams puses samierināt.

Komisijas darbi jānobeidz, ja tikai puses nevienojas citādi, sešu mēnešu laikā, skaitot no tās dienas, kad komisijai strīds nodots.

10. pants.

Ja nav pretēja noteikuma, tad Pastāvīgā izlīgšanas komisija noteiks pati lietas vešanas kārtību, kam visos gadījumos jābūt kontradiktorisks. Izziņas jautājumos komisija, ja tikai tā nenolemj vienbalsīgi pretējo, piemēros 1907. gada 18. oktobra Hāgas konvencijas par starptautisku konfliktu nokārtošanu miera ceļā III nodaļas noteikumus (Starptautiskas izziņu komisijas).

11. pants.

Ja nav pretējas vienošanās starp pusēm, tad Starptautiskā izlīgšanas komisija sanāks tās priekšsēdētāja nozīmētā vietā.

12. pants.

Pastāvīgās izlīgšanas komisijas darbība ir publiska tikai uz lēmuma pamata, ko pieņēmusi komisija ar pušu piekrišanu.

13. pants.

Komisijā puses reprezentēs pārstāvji, kuŗu uzdevums ir būt par starpniekiem starp pusēm un komisiju; puses bez tam var ņemt palīgā padomniekus un lietpratējus, ko tās ieceļ šim nolūkam, un pieprasīt ikkuŗas personas nopratināšanu, kuŗas liecība tām liekas noderīga.

Komisijai no savas puses ir tiesība pieprasīt mutiskus paskaidrojumus abu pušu pārstāvjiem, padomniekiem un lietpratējiem, kā arī ikkuŗai personai, ko tā uzskatītu par vajadzīgu uzaicināt, ar viņas valdības piekrišanu.

14. pants.

Izņemot gadījumus, ko nosaka šis līgums, Pastāvīgās izlīgšanas komisijas lēmumi pieņemami ar balsu vairākumu.

15. pants.

Augstās līdzējas puses apņemas atvieglot Pastāvīgās izlīgšanas komisijas darbību un, it sevišķi, piegādāt tai iespējami visplašākā mērā visas vajadzīgās ziņas, kā arī izlietot visus līdzekļus, kas ir viņu rīcībā, lai tai atļautu izdarīt viņu teritorijā, saskaņā ar viņu likumiem, liecinieku un lietpratēju izsaukšanu un nopratināšanu, kā arī tiesas apskati uz vietām.

16. pants.

Pa pastāvīgās izlīgšanas komisijas darbības laiku katrs komisārs saņems atlīdzību, kuŗas apmērus noteiks uz kopējas vienošanās pamata Augstās līdzējas puses, kas to segs līdzīgās daļās. Izdevumi, kas celtos sakarā ar komisijas darbību, arī dalāmi uz pusēm.

17. pants.

Ja Pastāvīgā izlīgšanas komisijā nepanāk izlīgšanu, tad stridīgais jautājums uz kopējas vienošanās pamata šķīrējtiesas līguma ceļā nododams vai nu Pastāvīgai starptautiskai tiesai, ar nosacījumiem un saskaņā ar kārtību, kas paredzēti viņas Statūtā, vai arī šķīrējtiesai, ar nosacījumiem un saskaņā ar kārtību, kas paredzēti 1907. gada 18. oktobra Hāgas konvencijā par starptautisko konfliktu nokārtošanu miera ceļā.

Ja nepanāk vienošanos starp pusēm par šķīrējtiesas līgumu, tad katrai pusei ir tiesība, paziņojot mēnesi iepriekš, stridīgo jautājumu nodot tieši ar līgumu Pastāvīgai starptautiskai tiesai.

Vispārīgie noteikumi.

18. pants.

Visos gadījumos un it sevišķi, ja jautājums, kuŗa dēļ starp abām pusēm pastāv domstarpības, izriet no darbiem, kas jau izdarīti vai ko visā drīzumā izdarīs, izlīgšanas komisija vai, gadījumā ja lieta vairs neatrastos viņas rokās, šķīrējtiesa vai Pastāvīgā starptautiskā tiesa, lemjot saskaņā ar sava Statūta 41. panta noteikumiem, norādīs, ja vajadzīgs un pēc iespējas visīsākā laikā, kādi pagaidu soļi spējami. Katra Augstā līdzēja puse apņemas tos ievērot atturēties no katra soļa, kas varētu nevēlami atsaukties uz lēmuma izpildīšanu vai uz izlīgšanas veidiem, ko izlīgšanas komisija ir likusi priekšā, un vispār nedarīt neko, vienalga kas tas lai būtu, kas varētu strīdu padarīt smagāku vai plašāku.

19. pants.

Šis līgums ir piemērojams starp Augstām līdzējām pusēm arī tad, ja citas valstis ir ieinteresētas strīdā.

20. pants.

Šis līgums piesūtāms reģistrēšanai Tautu Savienībai saskaņā ar Tautu Savienības līguma 18. pantu.

21. pants.

Šis līgums ratificējams. Ratifikācijas dokumenti apmaināmi Rīgā.

Viņš stājas spēkā līdz ar ratifikācijas dokumentu apmaiņu un paliek spēkā desmit gadus, skaitot no viņa spēkā stāšanās dienas. Ja to neuzteic sešus mēnešus pirms šī laika notecēšanas, tad to uzskatīs par atjaunotu uz pieciem gadiem un tā tālāk.

Ja šim līgumam izbeidzoties kāda lieta uz šā līguma pamata atrodas izšķiršanā Pastāvīgā starptautiskā komisijā, vai šķīrējtiesā vai pastāvīgā starptautiskā tiesā, tad šī lieta izvedama līdz galam.

Šo apliecinot, iepriekš minētie pilnvarotie parakstīja šo līgumu.

Izgatavots Rīgā, divos eksemplāros, tūkstots deviņi simti trīsdesmitā gada 28. februārī.

(paraksts) z. v. H. Celmiņš.

(paraksts) z. v. M.A. Langberg.

Līguma tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. gada 17. jūnija plēnārsēdē. J. Breikšs, Saeimas sekretārs.

Paziņojums.

Saeimas ārkārtējo sesiju starplaikā Ministru kabinets Latvijas Republikas Satversmes 81. panta kārtībā izdevis un iesniedzis Saeimai sekojošu noteikumu:

Pārgrozījumi likumā par nekustamas mantas iegūšanas, lietošanas un pārvaldīšanas ierobežošanu.

Rīgā, 1930. g. 5. jūlijā.

Pauls Kalniņš,
Saeimas priekšsēdētājs.

J. Breikšs,
Saeimas sekretārs.

SAEIMA.

Ārkārtējās sesijas sēde 4. jūlijā.

Ārkārtējās sesijas sēdi atklāj priekšsēdētājs Dr P. Kalniņš pēc pulksten 5.

Vispirms Saeima piešķir atvaļinājumus vairāk deputātiem un deputātam E. Rimbieniekam dod atļauju, ņemot revidenta amatu iekšlietu ministrijā pilsētu pašvaldību revidēšanai.

Tad nolasa steidzamu pieprasījumu ministru prezidentam par to, vai taisnība, ka valdība nodomājusi slimo kasu reformu likumu izdot 81. panta kārtībā. Steidzamību motivē A. Rudevics un to pieņem vienbalsīgi. Par pieprasījumu pēc būtības runā N. Kalniņš. Ministru prezidents H. Celmiņš neilgā runā paskaidro valdības uzskatus šai lietā. (Ministru prezidenta runu pasniegsim turpmāk pilnīgā veidā.) Vēl runā M. Skujenieks, O. Jankus, L. Laicens, J. Balodis un J. Višņa, pēc kam pieprasījumu noraida ar 56 pret 39 balsīm.

Tad nāk apspriešanās priekšlikums, aizliegt valdībai likumu par slimo kasu reformu izdot 81. panta kārtībā. To aizstāv F. Menders.

Ministru prezidents H. Celmiņš paskaidro, ka viņš nobalsošanu šai lietā saista ar uzticību valdībai. Aizklāti balsojot, par F. Mendera aizstāvēto priekšlikumu Saeima nodod tik 41 balsi, bet pret to 49, pie kam 5 zīmītes nederīgas. Tā tad priekšlikums noraidīts un līdz ar to valdībai izteikta uzticība.

Pēc tam sēdi slēdz.

Latvijas bankas nedēļas pārskats

uz 1930. g. 2. jūliju.

AKTĪVĀ.	Lati.	S.	PASĪVĀ.	Lati.	S.
Zelts lējumos un monētās	24 015 027	14	Bankas naudas zīmes apgrozībā	44 762 320	—
Ārzemju valūta	45 192 844	11	Pamata kapitāls	18 734 925	25
Sudraba nauda	7 319 273	—	Rezerves kapitāls	4 351 986	53
Valsts kases zīmes un metāla nauda	15 661 686	10	Speciālās rezerves	3 500 000	—
Īsa termiņa vekseli	88 182 088	26	Noguldījumi	17 976 242	82
Aizdevumi pret nodrošinājumiem	55 434 996	13	Tekoši rēķini	60 167 014	45
Citi aktīvi	15 064 712	01	Valsts rēķini un depozīti	95 043 621	42
			Citi pasīvi	6 334 516	28
				250 870 626	75

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā.

Padomes priekšsēdētāja v. A. Klīve.
Galvenā direktora v. V. Bandrevičs.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Rīkojums denaturētā spirta lietā.

Papildinot iekšlietu ministrijas š. g. 14. jūnija rīkojumu Nr. 1452, publ. „Vald. Vēstn.“ 1930. g. 135. numurā, paskaidroju, ka zem denaturētā spirta jāsaprot arī denaturētais spirts sausā veidā. Denaturēto spirtu sausā veidā atļauts iegādāties un lietot tikai pret policijas izdotām atļaujām resp. pret denaturētā spirta talonu kartiņām, atzīmējot uz kartiņas taloniem litru vietā attiecīgu daudzumu denaturēto spirtu sausā veidā (bundžas). Rīkojumā par denaturētā spirta tirdzniecības un lietošanas ierobežošanu zem „denaturētais spirts“ jāsaprot etilalkohols tiklab šķidrā, kā sausā veidā, bet ne koka spirts, metilalkohols, uz kuŗu denaturētā spirta tirdzniecības un lietošanas ierobežojumi neattiecas.

Rīgā, 1930. g. 2. jūlijā, Nr. 2140.

Iekšlietu ministris Ed. Laimiņš.
Administratīvā departamenta direktors Šlosbergs.

Rīkojums Nr. 157

1930. g. 30. jūnijā.

Papildinājums preču sarakstā, kuŗas Liepājas linoleuma fabrikas akciju sabiedrībai atļauts saņemt bez muitas un akcizes (rīk. Nr. 119, 229, 366/28. g., 119, 195, 295, 304/29. g. un 126/30. g., izsl. „Vald. Vēstn.“ 1928. g. 92., 163., 284., 1929. g. 3., 87., 164., 265., 277. un 1930. g. 121. num.).

Preču un materiālu sarakstu, kuŗus Liepājas linoleuma fabrikas akciju sabiedrībai atļauts saņemt bez muitas un akcizes, papildināt ar tīrītu benzolu (ievedmuitas tarifa 81. p. 2. p.kts).

Finanču ministris A. Petrevics.
Muitas departamenta direktors E. Dundurs.

Rīkojums Nr. 160

1930. g. 1. jūlijā.

Saskaņā ar 1930./31. gada budžetu likvidēju ar š. g. 31. jūliju Liepājas valsts tehnikuma komercnodaļu un nodibīnu Liepājā ar š. g. 1. augustu Liepājas valsts komercskolu.

Izglītības ministris E. Ziemelis.
Skolu departamenta direktors K. Ozoliņš.

Rīkojums Nr. 162

1930. g. 1. jūlijā.

Likvidēju ar š. g. 31. jūliju Ventpils valsts arodu skolas tirdzniecības nodaļu un nodibīnu Ventpilī ar š. g. 1. augustu valsts komercskolu, apvienojot to ar arodu skolas māchanikas nodaļu kopējā mācības iestādē ar nosaukumu „Ventpils valsts komercskola un arodu skola“.

Izglītības ministris E. Ziemelis.
Skolu departamenta direktors K. Ozoliņš.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Nodokļu departamenta paziņojums.

Pamatojoties uz nodokļu nolikuma 318. p., nodokļu departaments paziņo, ka: Visas iecirkņu un apriņķu tirdzniecības-rūpniecības nodokļa komisijas aprēķinājušas tirdzniecības un rūpniecības uzņēmumu procentuālo peļņas nodokli par tekošo 1930. gadu un izsūtījušas visiem maksātājiem nodokļa listes līdz 1930. g. 1. jūlijam.

Maksātāji, kuŗi uzlikto nodokļa summu atrod par nepareizu, var iesniegt iebildumu

rakstu vietējai iecirkņa resp. apriņķa tirdzniecības-rūpniecības nodokļa komisijai ne vēlāk par šā gada 1. augustu, saskaņā ar nodokļu nolikuma 319. un 320. p. p.

Nodokļa listu laikā nesapeņšana nav par iemeslu iebildumu celšanas termiņa pagarināšanai; maksātāji, kuŗi tās laikā nebūtu saņēmuši, var to duplikātus pieprasīt vietējā nodokļu inspektora kancelejā.

Nodoklis nomaksājams trijos termiņos līdzīgās daļās: pirmā daļa līdz 1930. g. 31. augustam, otra daļa līdz šā gada 30. novembrim, bet trešā daļa līdz 1931. gada 28. februārim.

Par termiņā nesamaksātu nodokli jāmaksā soda nauda 10% apmērā par mēnesi, pie kam nepilnu mēnesi skaita par pilnu. Bez tam ja nodoklis tiek piedzīts spaidu kārtā, virs piedzenamās summas ņem par piedzišanu 30% bet ne mazāk par Ls 2,—.

Ņemot vērā, ka nomaksājot Latvijas bankā nelielos apmēros uzlikto nodokli trijos termiņos, maksātājs zaudē daudz laika, ieteicams nomaksāt mazās nodokļa summas vienā, t. i. pirmā termiņā; tādā kārtā maksātājs izsargāsies arī no piedzišanas izdevumiem, jo laikā nenomaksātās nodokļa daļas, (kaut arī mazas summas) departaments piedzis.

Rīgā, 1930. g. 3. jūlijā.

Nodokļu departamenta direktors Fr. Kempels.
Nodales vadītāja v. M. Rožkalns.

Paziņojums.

Paziņojumu vispārībai, ka saskaņā ar Jelgavas apgabaltiesas nodaļu kop-sapulces š. g. 3. jūnija un š. g. 21. jūnija no tieslietu ministra kunga apstiprināto lēmumu Viesītē, Jēkabpils apriņķi nodibināts miertiesnešu iecirknis, sākot no š. g. 1. jūlija, kuŗā ieskaitīti: a) no līdzšīnējā Jēkabpils miertiesneša iecirkņa: 1) Viesītes pilsēta, 2) Elkšņu, 3) Neretas, 4) Saukas, 5) Sunakstes, 6) Vārnavas un 7) Viesītes pagasts un b) no līdzšīnējā Jaunjelgavas miertiesneša iecirkņa — Rītes pagasts.

Priekšsēdētājs E. Feldmanis.
Sekretārs Caune.

K U R S I.

Rīgas biržā, 1930. gada 5. jūlijā.

Devīzes:	
1 Amerikas dollars	5,174—5,184
1 Anglijas mārciņa	25,185—25,235
100 Francijas franku	20,31—20,46
100 Beļģijas belgu	72,15—72,70
100 Šveices franku	100,20—100,95
100 Itālijas liru	27,04—27,25
100 Zviedrijas kronu	138,95—139,65
100 Norveģijas kronu	138,50—139,20
100 Danijas kronu	138,45—139,15
100 Austrijas šiliņu	72,75—73,45
100 Čehoslovākijas kronu	15,31—15,46
100 Holandes guldeņu	207,95—209,00
100 Vācijas marku	123,25—123,90
100 Somijas marku	12,97—13,09
100 Igaunijas kronu	137,65—138,35
100 Polijas zlotu	57,55—58,75
100 Lietavas litu	51,40—52,10

Dārgmetāli:	
Zelts 1 kg	3425—3445
Sudrabs 1 kg	54—62

Vērtspapīri:	
50% neatkarības aizņēmums	98—100
40% Valsts prēm. aizņēmums	98—100
60% Zemes bankas ķīlu zīmes	92—93
80% Hipotēku bankas ķīlu zīmes	96—97

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevics.
Zvērināts biržas maklers Th. Summers.

Redaktora vietā J. Janovskis-Janševskis.

Šim numuram 8 lapas puses.

